

Immigration : le drame et le scandale

Article rédigé par *Liberté politique*, le 15 septembre 2023

Entre 6000 et 7000 migrants ont accosté sur l'île de Lampedusa au sud de l'Italie, soit autant que la population insulaire. Le centre d'hébergement prévu et limité à 400 places a été rapidement débordé. 24 heures plus tôt, un nourrisson avait trouvé la mort après être tombé dans l'eau.

Derrière les drames, l'incurie politique

Le problème migratoire et les accidents en mer Méditerranée se multiplient depuis 2015 sans qu'aucune mesure viable ne soit prise. Qu'il s'agisse des tenants de « l'accueil inconditionnel » ou de l'immigration zéro, personne n'est satisfait. Le récent « engagement » de personnalités de la gauche et du centre en faveur de la régularisation des clandestins dans les « secteurs en tension » (sous-payés) montre un versant économique du problème.

Les États, démunis face au problème, renvoient la balle à Bruxelles qui se tient à distance du problème qu'il ne résout pas.

La mort d'un nourrisson mais aussi celles de 289 enfants en mer au cours des six premiers mois de l'année relèvent de responsabilités multiples parmi lesquelles celle des passeurs, des ONG pro-migrants qui collaborent avec ces derniers et provoquent des appels d'air, sans parler de celle des élus nationaux et européens.

Dire non : une marque d'humanité

S'opposer à cette immigration sauvage ne relève aujourd'hui pas seulement de l'apanage de ce qui est parfois appelé « l'extrême droite ». L'eurodéputé LR Francois-Xavier Bellamy a montré qu'un discours non provocateur mais ferme pouvait aussi être entendu. Développer la coopération avec les États du nord de l'Afrique et démanteler les réseaux de passeurs est possible, il s'agit avant tout d'une question de volonté. En tout état de cause, la caste au pouvoir à Bruxelles et dans les grandes capitales européennes ne l'ont pas.

En refusant de prendre le problème à bras le corps, nos dirigeants se rendent coupables des morts en Méditerranée mais aussi des conséquences de l'arrivée de migrants inadaptés à nos sociétés occidentales.

Rome : tombeau des nationalismes électoraux ?

La défection de Giorgia Meloni, présidente du Conseil italien depuis moins d'un an et qui connaît un bilan désastreux sur une question centrale de son programme, soulève de nombreuses interrogations. Avec 120 000 migrants arrivés en bateau depuis le début de l'année 2023 contre près de 65 000 l'année précédente, dans quelle mesure les Italiens ont-ils été trahis par leur nouvelle dirigeante ? A-t-elle seulement les moyens d'agir au sein de l'Union Européenne ? Par extension, les électeurs pourront aussi se demander s'il est bien utile d'aller voter pour des candidats de coloration « nationaliste ».

Sortie des radars le temps de la crise sanitaire, de la guerre en Ukraine et avec l'explosion de l'inflation, la question migratoire revient comme le ressac tuant tantôt en mer, tantôt sur terre.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

15/09/2023 01:00